

Événement

Secteurs sociaux

Le prix de la stabilité économique...

● Situation de l'éducation, de la santé, hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité sont à l'origine de tensions sociales. Le retour aux équilibres macro-économiques se fait-il aux dépens du social ?

C'est l'effet boule de neige dans les secteurs sociaux ! Après les étudiants en médecine, c'est au tour des instituteurs en formation de boycotter leurs cours. Les diplômés chômeurs, les infirmiers et les habitants du nord ont fait savoir leur colère également contre des décisions gouvernementales. Les hausses des prix des tickets de trains, du beurre et du logement social prévues dans le PLF 2016 devraient peser sur les ménages. Le gouvernement a-t-il sacrifié le secteur social pour atteindre les équilibres macro-économiques ?

Les instituteurs dans la rue

«Il reste beaucoup à faire pour que les bienfaits de la croissance soient mieux partagés». L'auteur de ce constat est le Fonds monétaire international (FMI). L'institution de Bretton Woods appelle le gouvernement à réduire «les disparités sociales et régionales, à continuer d'accroître le taux d'activité des femmes et améliorer la qualité de l'éducation et de la couverture médicale». Ces deux derniers secteurs se trouvent au centre de protestations. Le système de santé a été quasiment à l'arrêt suite à la grève des médecins internes et résidents et au boycott des étudiants en mé-

ÉVOLUTION DES BUDGETS DES SECTEURS SOCIAUX				
MINISTÈRE	BUDGET (EN MMMDH)	ÉVOLUTION	POSTES BUDGÉTAIRES	ÉVOLUTION
Éducation nationale	42,9	-2,05 ↓	8360	↑
Santé	11,7	+0,95 ↑	2000	↓
Enseignement supérieur	8,9	+1,14 ↑	500	↓
Solidarité et développement social	602 millions de DH	-13,26 ↓	10	↓

SOURCE : LOI DE FINANCES 2016

decine. Par ailleurs, si les grèves dans l'école publique sont en nette baisse depuis deux années scolaires, c'est au tour des 10.000 instituteurs en formation de boycotter les cours au sein des 41 Centres régionaux des métiers de l'éducation et de la formation (CRMEF). «Nous refusons les modifications apportées par le ministère de l'Éducation nationale (MEN) sur le statut des fonctionnaires du MEN visant à séparer la formation dans les CRMEF de l'embauche du secteur public», commente Hamid El Otmani, membre de la Coordination nationale des instituteurs inscrits aux CRMEF. Ce texte adopté en Conseil du gouvernement le 23 juillet dernier prévoit l'organisation d'un concours des lauréats des CRMEF pour accéder à la fonction publique. Cette nouvelle mesure devrait s'appliquer à partir de cette année. La deuxième mesure contestée par les instituteurs en for-

mation concerne la réduction du montant des bourses de 2.550 DH à 1.200 DH. «Ces mesures s'inscrivent dans le sillage de la préparation par le gouvernement d'une vision stratégique pour la formation des cadres en éducation afin d'harmoniser le programme entre l'École normale supérieure et les CRMEF», expliquait le gouvernement lors de l'annonce de ces décisions. Pour le représentant des instituteurs en formation, «ces mesures ouvrent la porte à la précarisation des professionnels de l'éducation. Le gouvernement veut abandonner l'embauche dans la fonction publique et la remplacer par la contractualisation», s'alarme El Otmani. Et d'ajouter : «Pour accéder aux CRMEF, nous passons au préalable un concours composé de trois étapes, une présélection, un examen écrit puis un autre oral. Sur 130.000 candidats, seuls 10.000 sont retenus chaque année. Le

● ● ●
L'une des mesures contestées par les instituteurs en formation, c'est la réduction du montant des bourses de 2.550DH à 1.200DH.

Crise chez les infirmiers

L'Association marocaine des sciences infirmières et techniques sanitaires vient de saisir le ministère de tutelle via une lettre à propos «de la carence en personnel médical dont souffre le secteur de la santé au Maroc». Dans cette lettre l'association demande à ce que le budget 2016 réserve 5.000 postes budgétaires pour la santé. Elle demande également le recrutement des infirmiers et des techniciens de santé lauréats et qui sont au chômage. L'association affirme que les professionnels de la santé sont disposés à assurer le service civil obligatoire de deux ans même dans les endroits les plus reculés du pays. Pour appuyer cette demande, l'association recourt au rapport de l'Organisation mondiale de la santé qui classe le Maroc comme 57^e pays souffrant de carence en personnel médical notamment en infirmiers. Sur ce point il faut rappeler que le nombre de ces professionnels de la santé se situe entre 0,89 et 0,97 pour mille habitants. À ce niveau l'association tire la sonnette d'alarme en rappelant que le nombre des infirmiers a considérablement baissé. Il est passé de 26.494 en 2011 à 25.036 en 2014.

concours, nous le passons déjà pour accéder à la fonction publique, il est injustifiable de passer un deuxième concours». Après des marches de protestation régionales organisées le 3 novembre dernier, les 10.000 instituteurs en formation comptent organiser une marche nationale le 12 novembre prochain pour «préservé leur statut et leur formation». Pour l'heure, aucun dialogue entre le MEN et les protestataires n'a été ouvert pour mettre fin au boycott des cours. De leur côté, les diplômés chômeurs reviennent aussi à la charge avec la création d'un large front. Ils promettent un automne chaud au gouvernement et une marche nationale le 20 décembre prochain. Cette détérioration du climat social marquée par le retour des mobilisations coïncide avec l'amélioration de la situation budgétaire. La mission du FMI avait même «salué les efforts déployés pour continuer de renforcer les finances publiques». D'ailleurs, le PLF 2016 table sur un déficit budgétaire de 3,5% du PIB après 4,3% en 2015. Cette baisse du déficit et la stagnation de l'embauche de la fonction publique n'est pas sans conséquence sur la situation des secteurs sociaux. Des services publics qui connaissent des déficits énormes. Les départs à la retraite massifs dans l'éducation et la santé compliquent davantage la situation de ces secteurs. Plus de 2.000 fonctionnaires partiront à la retraite dans les prochains mois dans les deux secteurs. Pourtant, 9.000 instituteurs sont nécessaires d'urgence uniquement pour le niveau primaire, selon les estimations de l'UNESCO. Malgré les 8.340 postes budgétaires prévus dans le PLF 2016 pour l'ensemble du secteur de l'éducation nationale, cet effort demeure insuffisant. Cette tension sur les RH complique la mise en œuvre des différents programmes gouvernementaux dans les secteurs sociaux. Pour la dernière année de son mandat, le gouvernement s'engage dans le PLF 2016 à «diminuer les disparités sociales et spatiales» à travers la nouvelle Vision stratégique pour l'éducation, la formation et l'élargissement de la couverture médicale pour les étudiants et les professions libérales, ainsi que redresser la barre du RAMEL. La mise en œuvre de ces programmes devrait juguler une colère sociale qui monte crescendo.

●
PAR SALAHEDDINE LEMAIZI
s.lemazi@leseco.ma